Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - - WETGEVING
L. 298/1
13 AVR. 1949
Transmis à M. Lucman
Overgemaakt aan de H. Coordination

L. 298/1. MTL.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances le 2 avril 1949 d'une demande d'avis sur un projet de loi portant certaines dispositions en relation avec l'échange des titres prévu par l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949, a donné en sa séance du 7 avril 1949 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 2 April 1949 door de Minister van Financiën verzocht, hem van advies te dienen over een ontwerp van wet houdende sommige bepalingen in verband met de bij besluit van de Regent van 17 Januari 1949 voorziene ruiling van effecten, heeft ter zitting van 7 April 1949 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi comporte quelques dispositions définitives à côté de mesures transitoires qui tendent à régler des situations momentanées résultant de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949, d'une manière plus heureuse que par l'application des principes généraux.

Au sujet des dispositions définitives.

L'article 6 a pour objet d'autoriser l'assemblée générale des actionnaires délibèrant dans des conditions déterminées, à opérer les groupements d'actions.

Cette mesure est de nature à remédier à la situation que l'exposé des motifs envisage. Toutefois, le projet ne prévoit aucune limitation à cette faculté de nature à sauvegarder les droits de la minorité.

Au sujet des dispositions transitoires.

Première observation.

Par application de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949, les titres nouveaux sont remis aux détenteurs des titres anciens. En conséquence, il n'y a pas de discontinuité dans la détention du gage.

Le principe qui est à la base du droit de gage n'est donc pas atteint quand l'échange a lieu contre des titres au porteur. Des mesures spéciales doivent cependant être prévues lorsque des titres au porteur sont, par suite de l'échange, remplacés par des titres nominatifs.

Le Conseil d'Etat propose de modifier le texte comme suit :

"Lorsque les titres à échanger en application de " l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949 sont constitués en " gage, le droit de gage est reporté de plein droit sur les " titres nouveaux substitués aux anciens, même sans concor- " dance des numéros.

.../...

" Lorsque les titres anciens au porteur constitués " en gage ont été remplacés par des titres nominatifs, le " droit de gage est reporté sur ces titres moyennant .....".

Deuxième observation.

L'article 3, en se servant du mot "oppositions", ne vise pas les oppositions prévues par la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, lesquelles restent soumises aux dispositions de cette loi, comme il résulte suffisamment du champ d'application particulier du projet de loi.

Troisième observation.

Les mesures prévues par l'article 3 n'auront d'effet que pendant la durée des opérations prescrites par l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949. Aussi longtemps que les titres resteront déposés en vue des opérations prévues par l'article 2 dudit arrêté, période pendant laquelle ils sont d'ailleurs frappés d'indisponibilité, les procédures mentionnées ici et qui les viseront devront, sous peine d'être inopérantes, être signifiées, dans les locaux où les titres auront été déposés, aux personnes qualifiées par le droit commun.

Pour éviter certaines confusions auxquelles peut prêter l'emploi du mot "siège", le Conseil d'Etat propose de dire dans le premier alinéa "siège d'opération" et de remplacer le deuxième alinéa par une phrase qui complétera le premier.

*

* *

Le Conseil d'Etat propose quelques autres modifications de forme dans la présentation des articles et dans leur rédaction pour des motifs de concordance générale.

.../...

LOI MODIFIANT LES LOIS SUR LES SOCIETES COMMERCIALES COORDONNEES PAR L'ARRETE ROYAL DU 30 NOVEMBRE 1935 ET PORTANT CERTAINES DISPOSITIONS EN RELATION AVEC L'ECHANGE DES TITRES PREVU PAR L'ARRETE DU REGENT DU 17 JANVIER 1949.

CHARLES, Prins de Belgique,
Régent du Royayme,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre des Finances et du Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Le Ministre des Finances et le Ministre de la Justice sont chargés de présenter en Notre nom aux chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

L'article 44, premier alinéa des lois sur les société commerciales coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935, est remplacé par la disposition suivante :

" L'action au porteur porte la signature de deux administrateurs au moins; ces signatures peuvent être remplacées par des griffes".

Article 2.-

L'article 89 des mêmes lois est remplacé par la disposition suivante :

" L'obligation au porteur porte la signature de deux administrateurs au moins; ces signatures peuvent être remplacées par des griffes".

.../...

Article 3.-

Lorsque les titres à échanger en application de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949 relatif à l'annulation des titres belges au porteur non déclarés, sont constitués en gage, le droit de gage est reporté de plein droit sur les titres nouveaux substitués aux titres anciens, même sans concordance de numéros.

Lorsque les titres anciens au porteur constitués en gage ont été remplacés par des titres nominatifs, le droit de gage est reporté sur ces titres moyennant accomplissement d'une des formalités prévues à l'article 43, troisième alinéa des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et ce nonobstant toute disposition contraire des statuts de la société.

Article 4.-

Tous exploits, oppositions, saisies-arrêts, significations et autres actes de procédure relatifs aux titres déposés en vue d'une des opérations prévues par l'article 2 de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949, ne sont valablement faits chez les organismes visés à l'article 19 dudit arrêté, qu'auprès du siège d'opération: siège principal, succursale, agence et bureau où le dépôt a été effectué. Leurs effets sont limités aux titres déposés dans ce siège, cette succursale, cette agence ou ce bureau.

Article 5.-

L'article 41 des mêmes lois est complété par la disposition suivante:

" Tout porteur d'actions unitaires peut obtenir de la société l'échange de ces titres contre un ou plusieurs titres collectifs au porteur représentatifs de dix, cent, cinq cents, mille ou de multiples de mille titres unitaires dont les numéros se suivent et ce à son choix.

Tout porteur d'un titre colledtif peut obtenir de la société l'échange de celui-ci contre autant de titres unitaires qu'il représente".

Article 6.-

Un article 71 bis, libellé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

" Nonobstant toute disposition contraire des statuts, l'assemblée générale, délibérant dans les conditions prévues aux trois derniers alinéas de l'article 70 ou, éventuellement, dans les conditions prévues à l'article 71, peut décider le groupement des titres existants par la transformation d'un certain nombre de ces titres en titres d'une valeur plus grande ou représentant des multiples de titres ainsi que le groupement des coupures de titres en titres unitaires. Cette résolution comporte l'obligation pour les porteurs de titres ou de coupures de titres de procéder aux rachats ou aux cessions nécessaires pour réaliser le groupement dans les délais et conditions qu'elle détermine.

Les titres ou coupures non regroupés dans les délais perdront leur droit de vote et leurs détenteurs ne pourront percevoir les dividendes y afférents qu'à la condition que ces titres ou coupures revêtent la forme nominative".

Article 7.-

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Donné à Bruxelles, le

PAR LE REGENT :

Le Ministre des Finances,

Le Ministre de la Justice,

Het ontwerp van wet behelst, benevens enkele definitieve bepalingen, een aantal overgangsbepalingen waardoor, op gelukkiger wijze dan door de toepassing der algemene beginselen, voorbijgaande toestanden moeten geregeld worden welke het gevolg zijn van het besluit van de Regent van 17 Januari 1948.

Wat betreft de definitieve bepalingen.

Artikel 6 strekt er toe de algemene vergadering der aandeelhouders, welke in de gestelde voorwaarden beraadslaagt, tot het groeperen van aandelen te machtigen.

Door een zodanige maatregel kan de toestand, die in de memorie van toelichting is uiteengezet, verholpen worden. Nochtans is in het ontwerp aan dit recht geen enkele grens gesteld waardoor de rechten van de minderheid worden beschermd.

Wat betreft de overgangsbepalingen.

Eerste opmerking.

Bij toepassing van het besluit van de Regent van 17 Januari 1949 worden de nieuwe effecten aan de houders van de oude effecten overhandigd. Bijgevolg is er geen onderbreking in het bezit van het pand.

Het beginsel, dat aan het pandrecht ten grondslag ligt, wordt dus niet aangetast wanneer de uitwisseling tegen effecten aan toonder geschiedt. Bijzondere maatregelen moeten evenwel worden voorzien wanneer, ten gevolgde van de uitwisseling, effecten aan toonder door effecten op naam worden vervangen.

De Raad van State stelt voor, de tekst als volgt te wijzigen :

" Wanneer de effecten, die bij toepassing van het be-

.../...

" sluit van de Regent van 17 Januari 1949 moeten geruild
" worden, in pand gesteld zijn, wordt het pandrecht, zelfs
" zonder overeenstemming der nummers, van rechtswege over-
" gedragen op de nieuwe effecten welke in de plaats komen
" van de oude.

"Wanneer de in pand gestelde oude effecten aan toon-
" der door effecten op naam werden vervangen, wordt het
" pandrecht op die laatste effecten overgedragen mits een
" der formaliteiten wordt vervuld.....".

Tweede opmerking.

Waar artikel 3 het woord "verzet" gebruikt, doelt het niet op het verzet voorzien bij de wet van 24 Juli 1921 op de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder, welke, zoals voldoende blijkt uit het bijzonder toepassingsgebied van het ontwerp van wet, aan de bepalingen van die wet onderworpen blijven.

Derde opmerking.

De in artikel 3 bepaalde maatregelen zullen slechts uitwerking hebben voor de duur van de verrichtingen, die bij het besluit van de Regent van 17 Januari 1949 zijn voorgeschreven. Zolang de effecten zullen gedeponeerd blijven met het oog op de bij artikel 2 van genoemd besluit bedoelde verrichtingen - periode tijdens welke zij overigens door onbeschikbaarheid zijn getroffen -, zullen de hier vermelde procedures, die er op betrekking hebben, in de lokalen waar de titels zijn gedeponeerd aan de volgens het gemeen recht bevoegde personen moeten worden betekend, en zulks op straffe van zonder uitwerksel te zijn.

Om te voorkomen dat het woord "zetel" tot enige verwarring aanleiding zou geven, stelt de Raad van State voor in de eerste alinea de uitdrukking "zetel van de verrichting" te gebruiken en de tweede alinea te vervangen door een zin die de eerste alinea aanvult.

*
* *

Met het oog op de algemene overeenstemming stelt de Raad van State in de inkleding en de redactie der artikelen enkele andere wijzigingen betreffende de vorm voor.

.../...

WET TOT WIJZIGING VAN DE WETTEN OP DE HANDELSVENNOOTSCHAPPEN, SAMENGESCHAKELD BIJ HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 30 NOVEMBER 1935, EN HOUDENDE SOMMIGE BEPALINGEN IN VERBAND MET DE RUILING VAN DE EFFECTEN, VOORZIEN BIJ HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 17 JANUARI 1949.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Financiën en van de Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

De Minister van Financiën en de Minister van Justitie zijn gelast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt:

Artikel 1.-

Artikel 44, eerste alinea, van de wetten op de handelsvennootschappen, samengeschakeld bij koninklijk besluit van 30 November 1935, wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Het aandeel aan toonder draagt de handtekening van ten minste twee beheerders; deze handtekeningen mogen door naamstempels worden vervangen".

Artikel 2.-

Artikel 89 van dezelfde wetten wordt door de volgende bepaling vervangen:

"De obligatie aan toonder draagt de handtekening van ten minste twee beheerders; deze handtekeningen mogen door naamstempels worden vervangen."

.../...

Artikel 3.-

Wanneer de effecten, die bij toepassing van het besluit van de Regent van 17 Januari 1949 betreffende het van onwaarde maken van de niet aangegeven Belgische effecten aan toonder moeten geruild worden, in pand gesteld zijn, wordt het pandrecht, zelfs zonder overeenstemming der nummers, van rechtswege overgedragen op de nieuwe effecten welke in de plaats komen van de oude.

Wanneer de in pand gestelde oude effecten aan toonder door effecten op naam werden vervangen, wordt het pandrecht op die laatste effecten overgedragen mits een der formaliteiten wordt vervuld, welke bepaald zijn bij artikel 43, derde alinea der samengeschakelde wetten op de handelsvennootschappen en zulks niettegenstaande alle met de statuten der vennootschap strijdige bepalingen.

Artikel 4.-

Alle exploten, verzet, beslag, onder derden, betekeningen en andere akten van rechtspleging betreffende de effecten welke met het oog op een der bij artikel 2 van het besluit van de Regent van 17 Januari 1949 voorziene verrichtingen gedeponeerd zijn, worden slechts geldig gedaan ten opzichte van de bij artikel 19 van bedoeld besluit vermelde inrichtingen, indien ze gedaan zijn bij de zetel der verrichting: hoofdzetel, bijhuis, agentschap of kantoor waar de neerlegging geschiedde. Hun gevolg is beperkt tot de effecten die bij die zetel, dit bijhuis, dit agentschap of dit kantoor zijn neergelegd.

Artikel 5.-

Artikel 41 van dezelfde wetten wordt met de volgende bepaling aangevuld :

" Elke houder van eenheidsaandelen kan van de vennootschap de ruiling van deze effecten verkrijgen tegen een of meer collectieve effecten aan toonder, die tien, honderd, vijf honderd duizend of veelvouden van duizend eenheidseffecten met achtereenvolgende nummers vertegenwoordigen en dit naar zijn keuze.

.../...

"Elke houder van een collectief effect kan van de vennootschap de ruiling van dit laatste verkrijgen tegen zoveel eenheidseffecten als dit effect vertegenwoordigt".

Artikel 6.-

Een artikel 71 bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde samengeschakelde wetten ingevoegd:

"Niettegenstaande elke tegenstrijdige bepaling der statuten, kan de algemene vergadering, welke beraadslaagt in de bij de laatste drie alinea's van artikel 70 gestelde voorwaarden of, eventueel, in de bij artikel 71 gestelde voorwaarden, besluiten tot de groepering der bestaande effecten door de omvorming van een zeker aantal van deze effecten in effecten met een grotere waarde of die veelvouden zijn van de effecten, alsook tot het groeperen van coupures van effecten in eenheidseffecten. Deze beslissing brengt voor de houders van effecten of van coupures van effecten de verplichting met zich, over te gaan tot de weder-aankoop of de afstand, welke noodzakelijk is voor het tot stand brengen van de groepering binnen de termijnen en in de voorwaarden welke zij bepaalt.

De effecten of coupures, die binnen de vastgestelde termijnen niet werden hergroepeerd, zullen hun stemrecht verliezen en hun houders zullen de dividenden, welke er aan verbonden zijn, niet kunnen innen dan op voorwaarde dat deze effecten of coupures op naam opgesteld zijn".

Artikel 7.-

Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Financiën,

De Minister van Justitie,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président

De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat

M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

H. PIERLOT, assesseurs de la section de législation

J. VAUTHIER, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint adjunct-griffier, greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,